

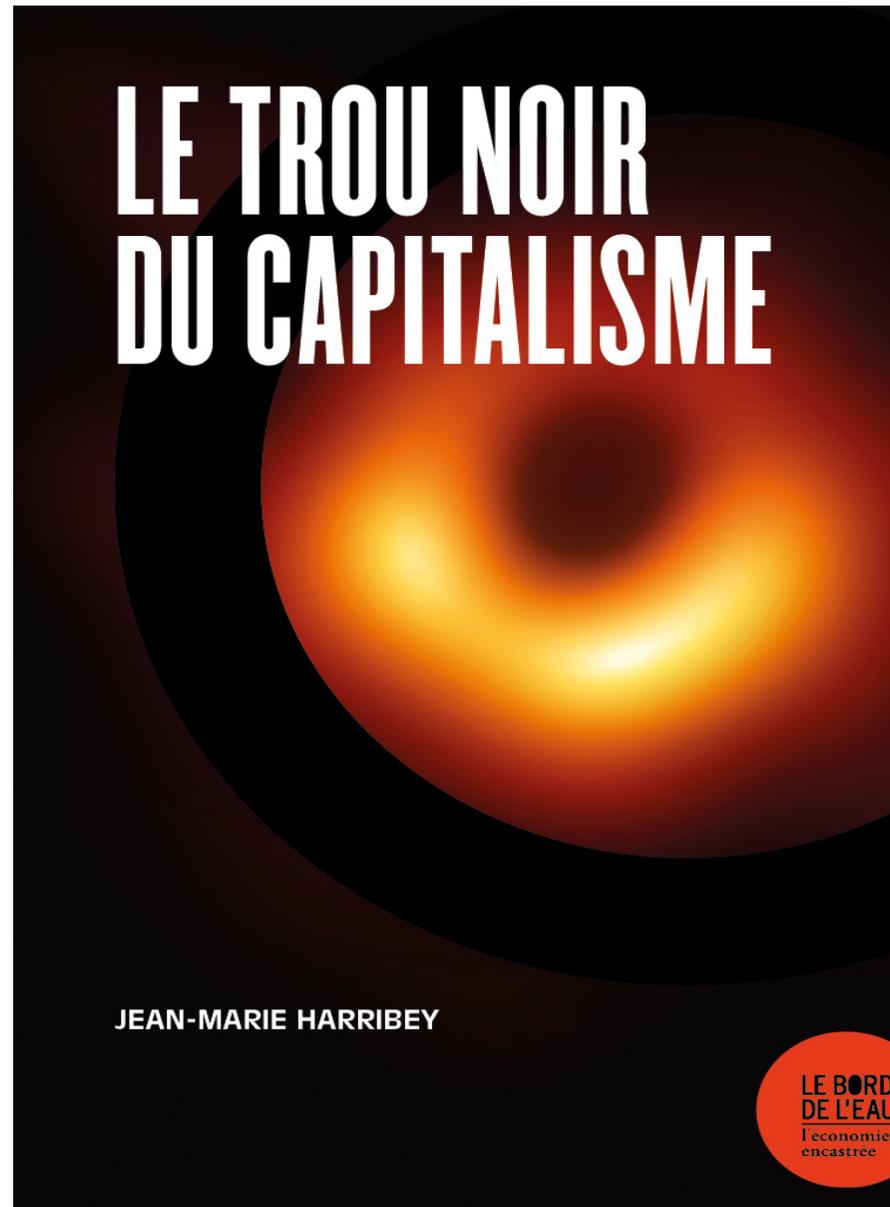
Capitalisme :
crise sociale et crise écologique jumelées

Jean-Marie Harribey

<http://harribey.u-bordeaux.fr>

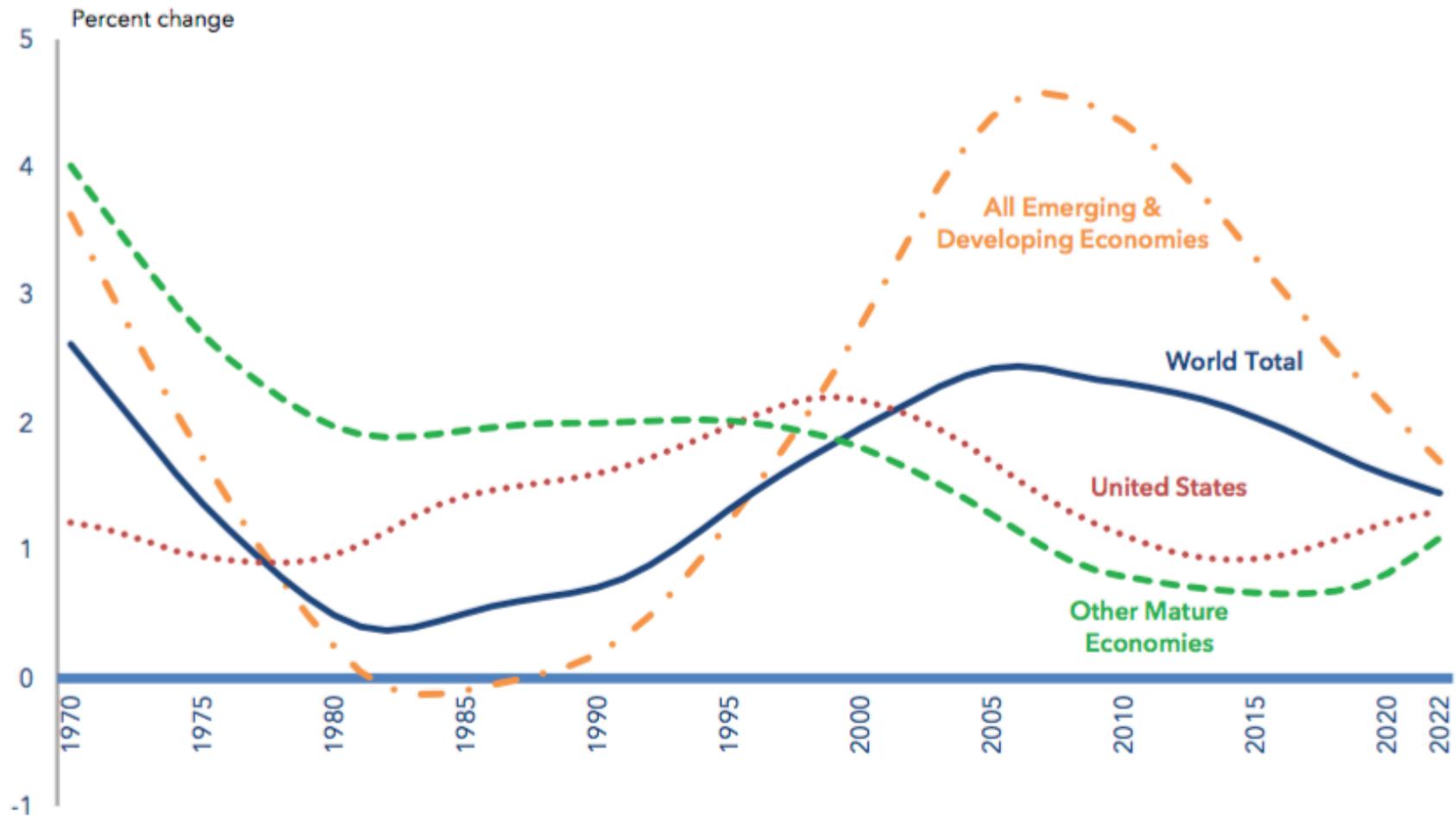
<http://blogs/alternatives-economiques.fr/harribey>

Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie



Le ralentissement de la croissance de la productivité du travail

CHART 1: Trend growth of GDP per Person Employed using HP filter, Major Regions, 1970-2022

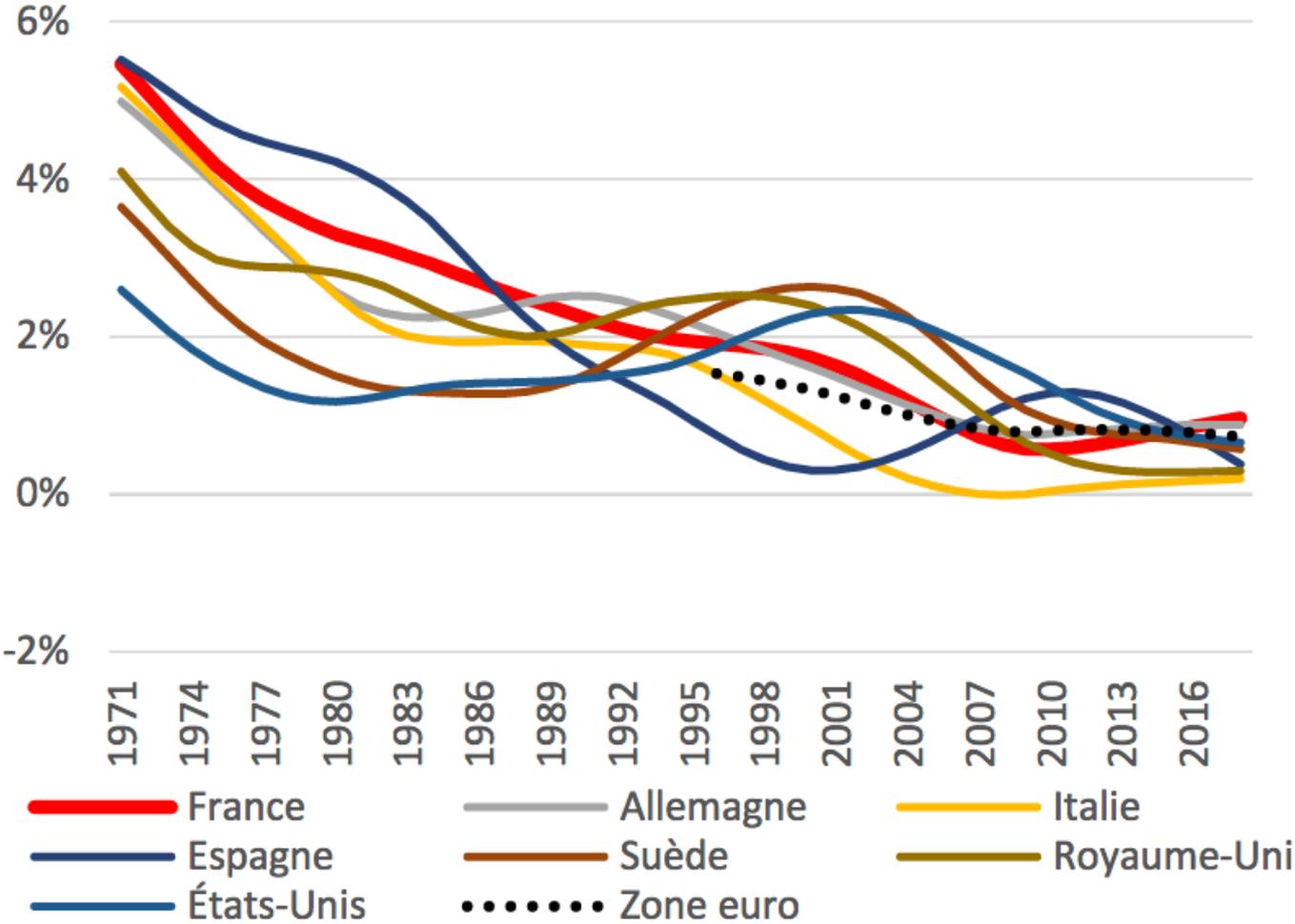


Source: The Conference Board Total Economy Database™ April 2022.

Notes: Trend growth rates are obtained using HP filter, assuming $\lambda=100$; Regional productivity growth rates are derived as the difference between nominal GDP weighted GDP growth and hours worked weighted hours worked growth.

Source : France stratégie, « Productivité et compétitivité : analyses conjoncturelles et structurelles post-covid », 2022, p. 149, https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/cnp-2022-troisieme_rapport-productivite_et_competitivite-mai_0.pdf

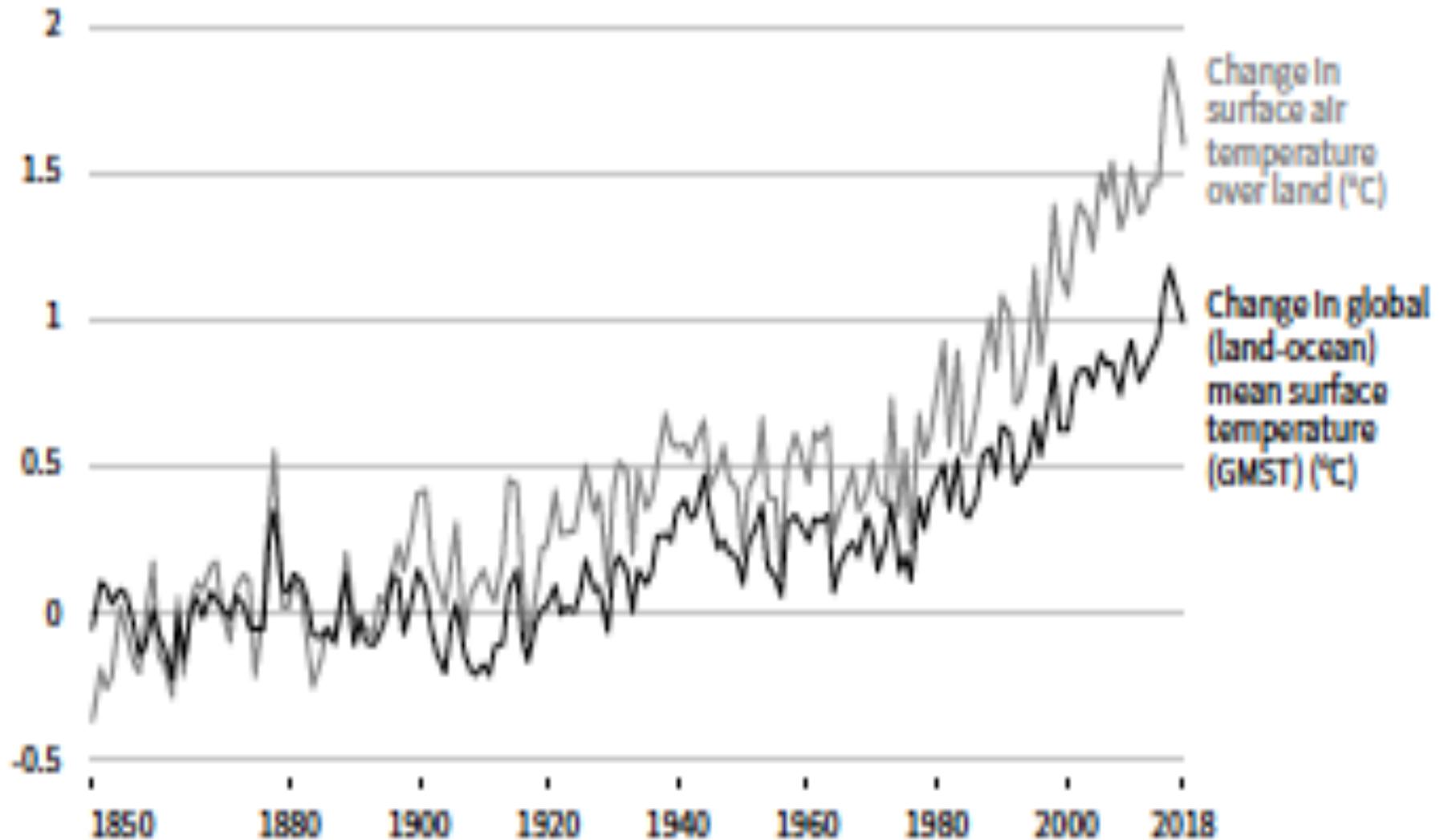
Taux de croissance annuels moyens lissés de la productivité horaire



Changement de température observé par rapport à 1850-1900

IPCC (GIEC) [2019], p. 4.

CHANGE in TEMPERATURE rel. to 1850-1900 (°C)



Alarmes de plus en plus graves du GIEC et du IPBES

- Le maintien au dessous de +1,5 °C sera impossible : vers +3 °C à +5 °C à la fin du siècle ?
- La France émet moins de GES sur son sol, mais son empreinte carbone augmente si on tient compte des importations
- Selon le GIEC, nous n'avons plus que 3 ans pour éviter l'emballement du climat
- Affaiblissement de la biodiversité : extinction de 30 à 60 % selon les espèces ; éviter la 6^e extinction ?
COP 15 à Montréal... « Le secteur financier s'empare du dossier de la biodiversité », *Les Échos*, 7/12/2022

Source : INSEE, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010001991>

Indices des prix internationaux des matières premières importées - Matières agro-industrielles - En devises - Base 100 en 2010

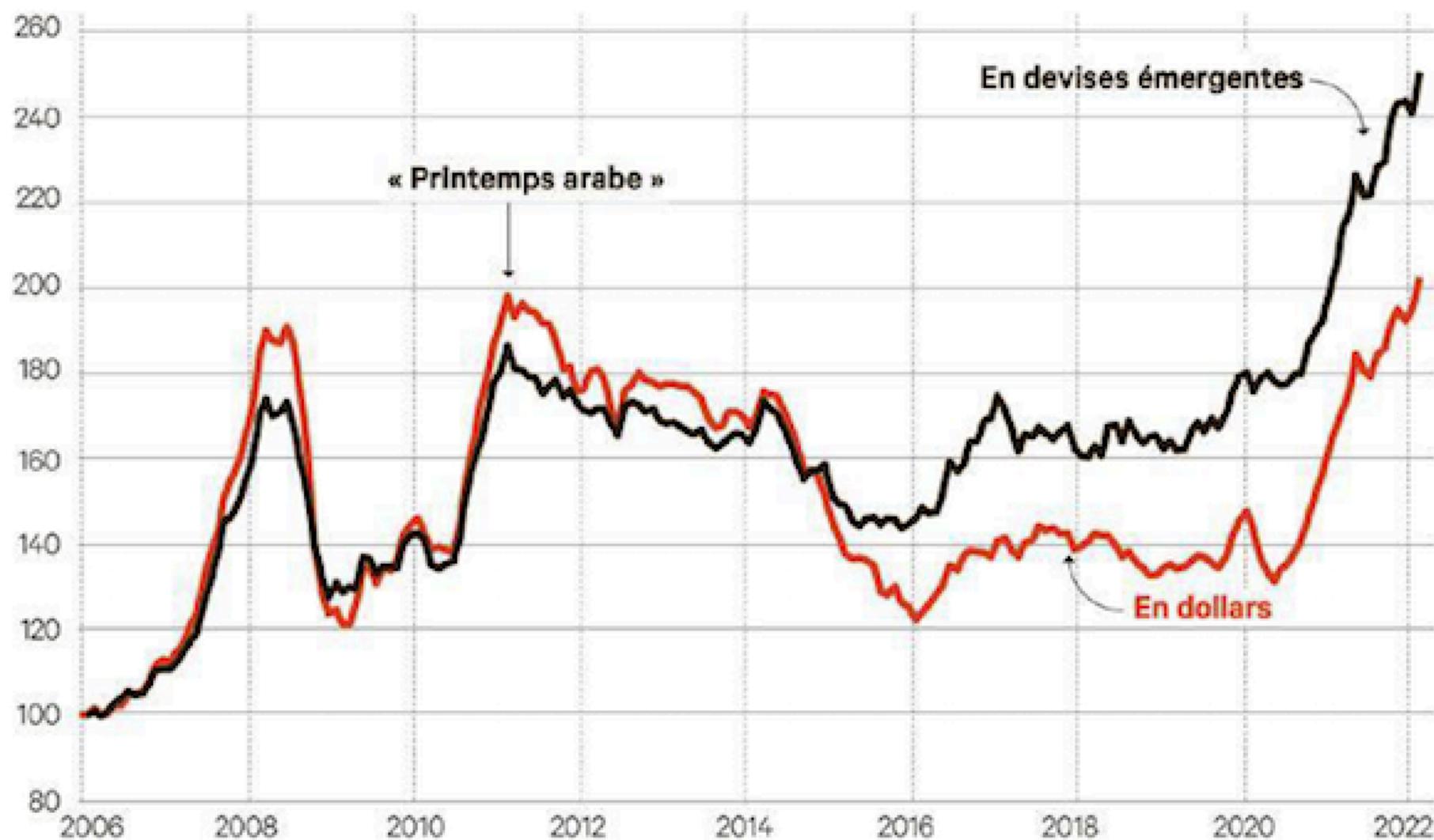
janvier 2022 : 154,5



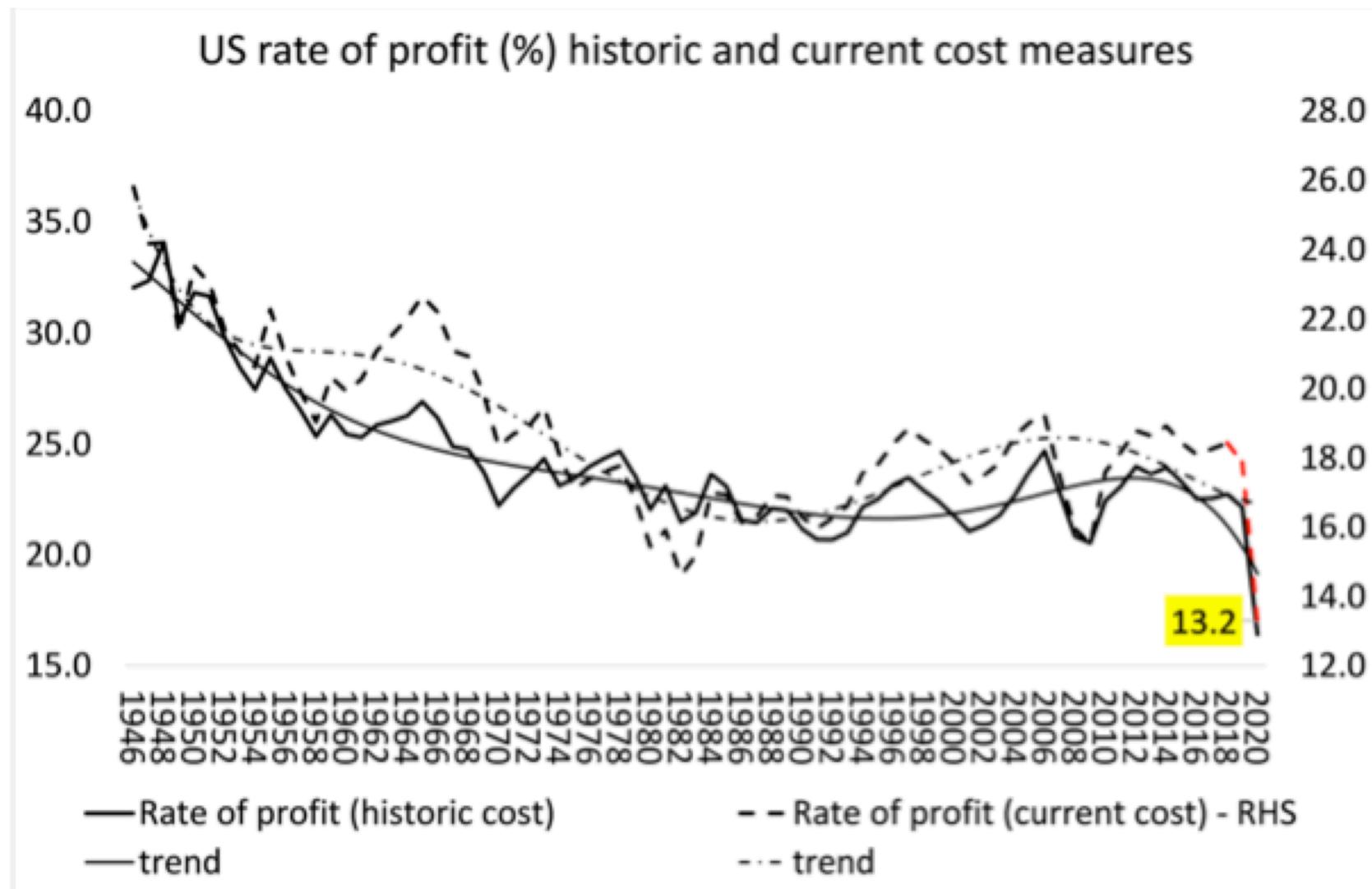
Source : voir onglet **Documentation**

Source : *Les Échos*, 14 mars 2022

Evolution de l'indice FAO des prix des produits alimentaires



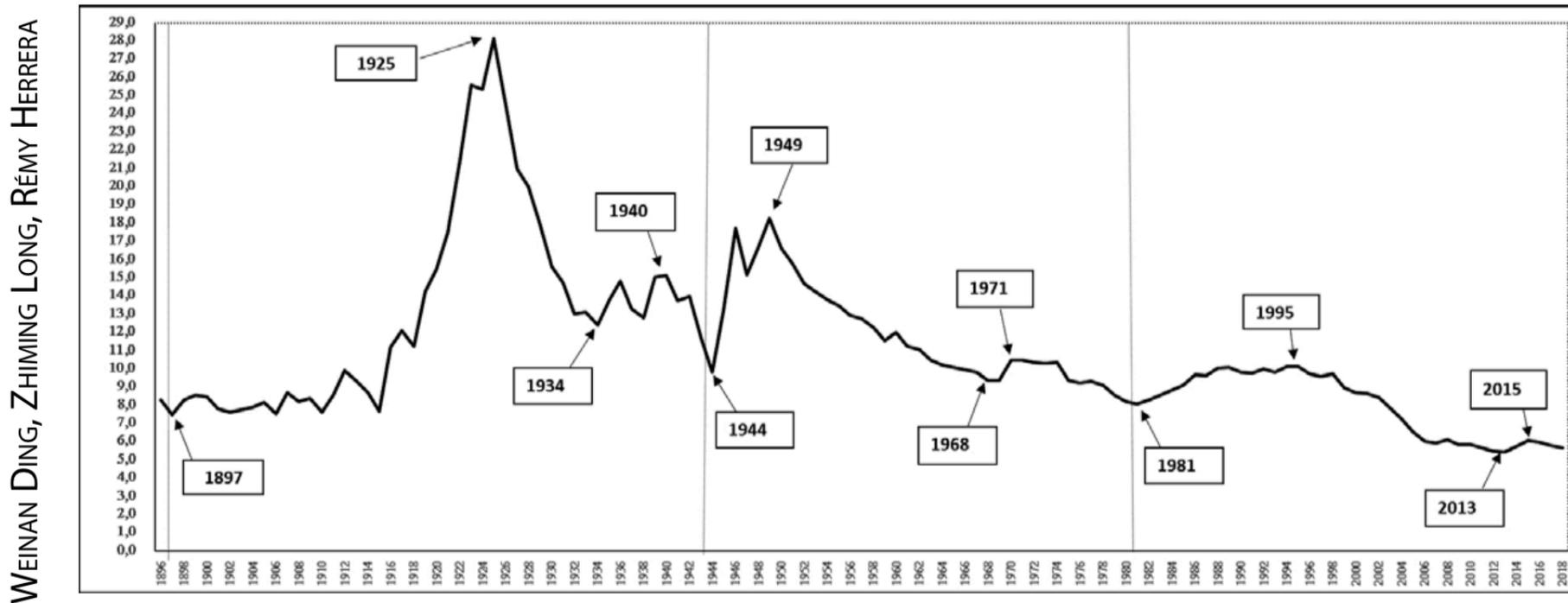
Évolution du taux de profit aux États-Unis, mesuré au coût historique ou au coût courant



Michael Roberts [2020], <https://thenextrecession.wordpress.com/2020/09/13/the-us-rate-of-profit-before-the-covid>. Mesures du capital au coût historique (échelle de gauche) ou au coût actuel (échelle de droite).

Source : Weinan Ding, Zhiming Long, Rémy Herrera, « Éléments pour une étude du taux de profit de l'économie française entre 1896 et 2018, *Recherches internationales*, n° 124, avril juin 2022, p. 109-119

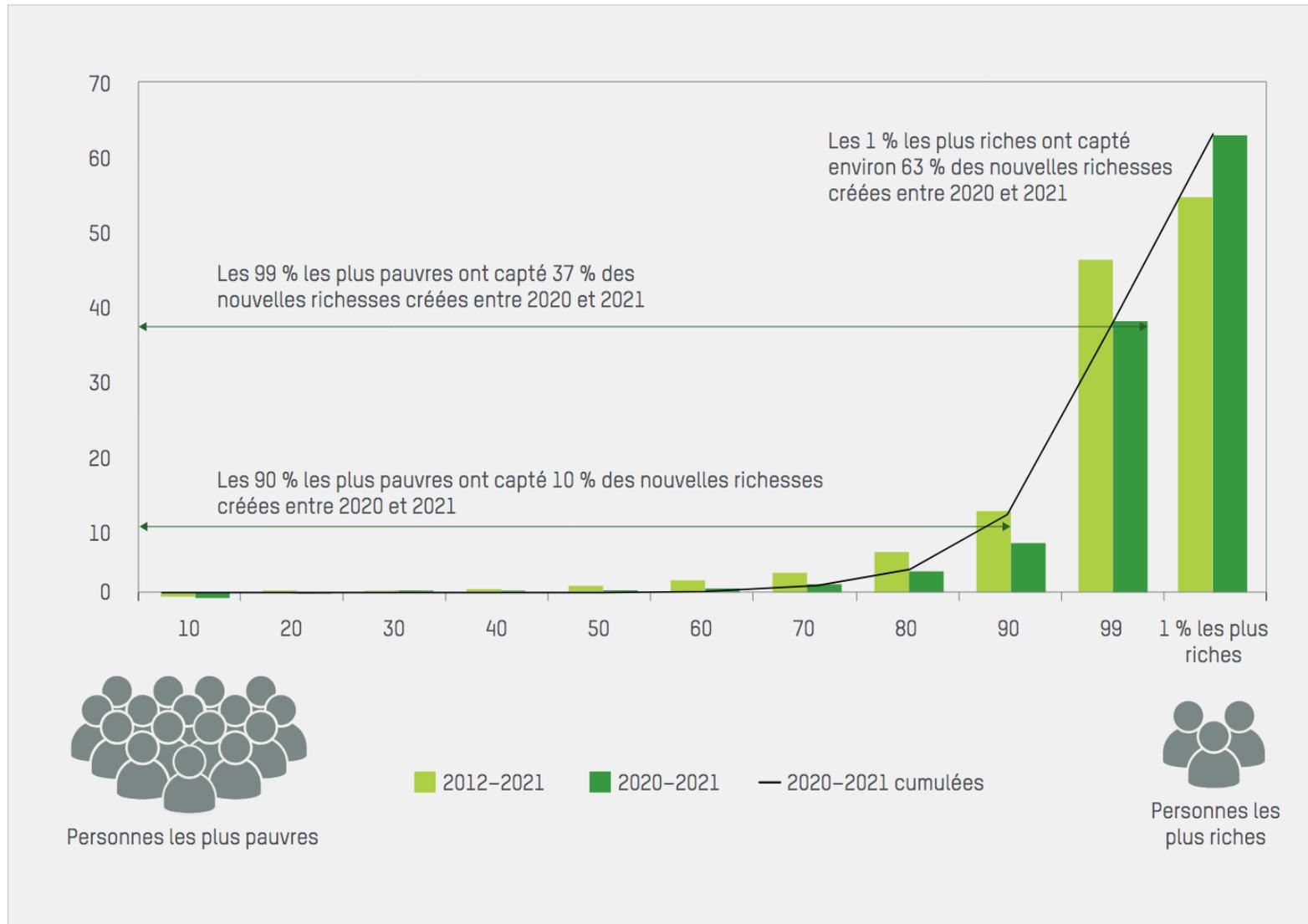
Graphique 1 : Évolution du taux de profit de l'économie française de 1896 à 2018 (en pourcentage)



Note: Taux de profit calculé par les auteurs à partir de la *World Inequality Database* (années variées).

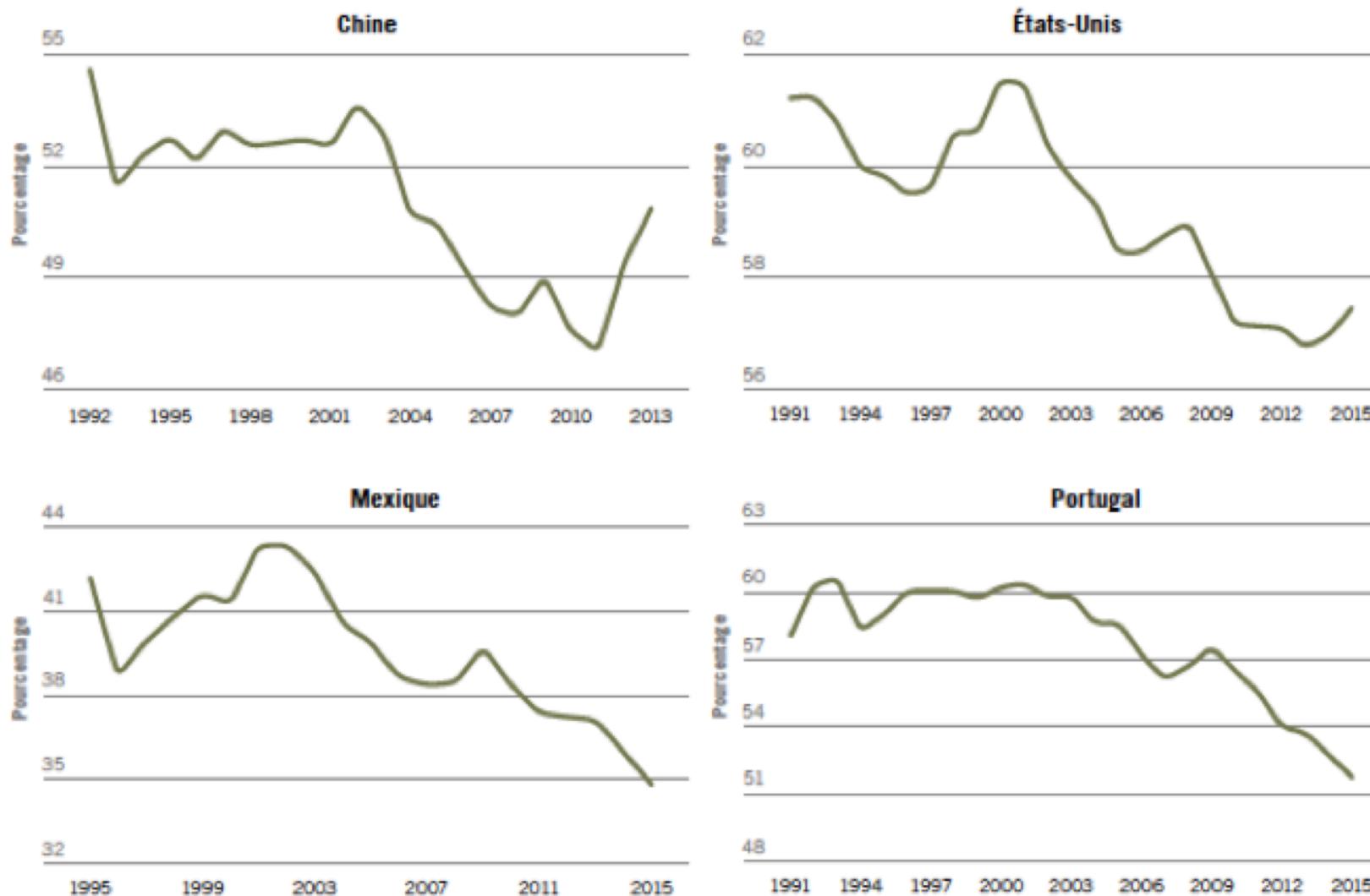
Source : OXFAM, « La loi du plus riche », 2023

GRAPHIQUE 1 : PART DE NOUVELLES RICHESSES CAPTÉES (EN POURCENTAGE DU TOTAL DE NOUVELLES RICHESSES)



Source : Calculs d'Oxfam basés sur le Global Wealth Report du Credit Suisse²².

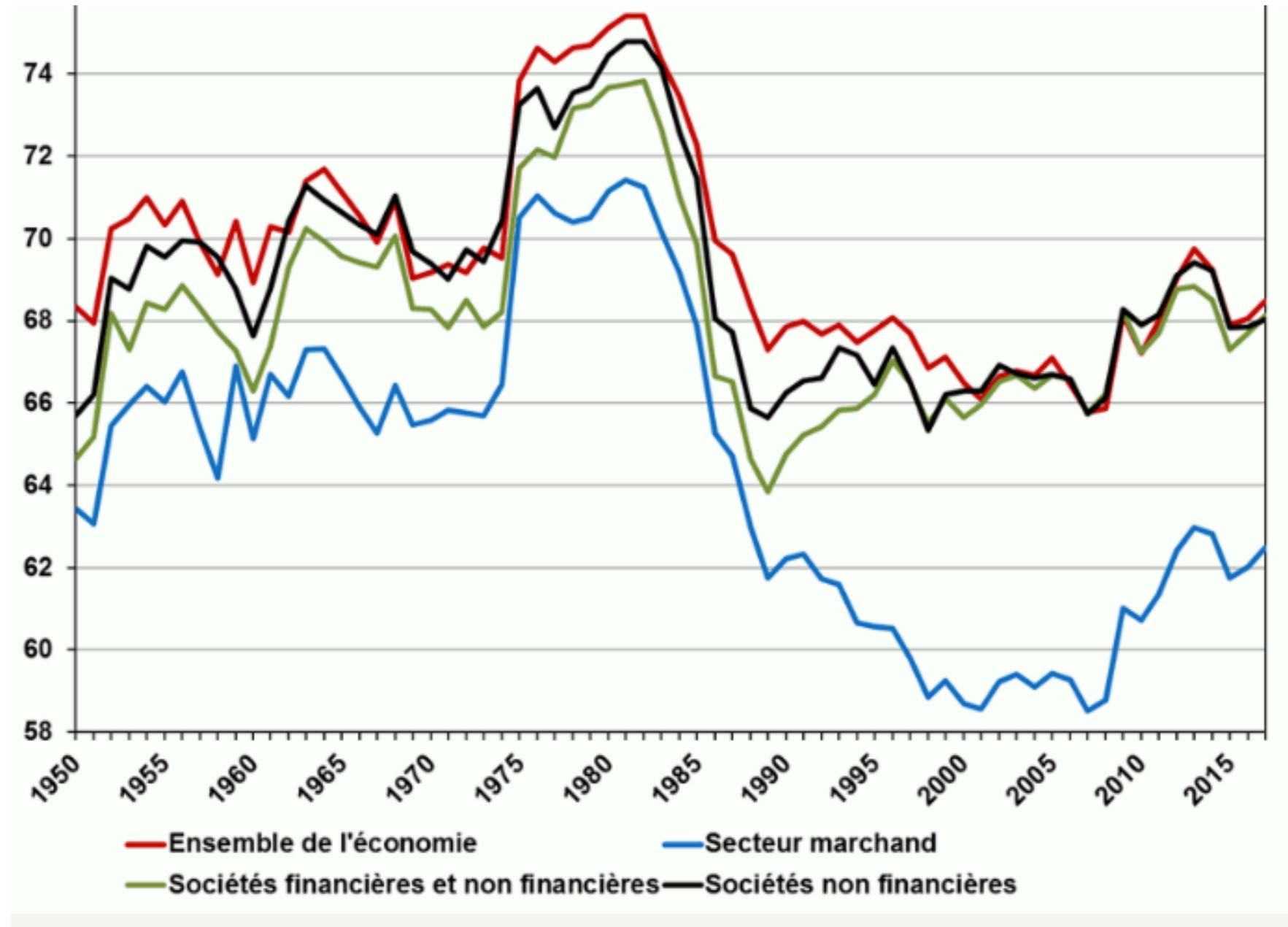
Part des salaires dans quatre économies développées



Source: Les parts salariales ajustées des États-Unis, du Mexique et du Portugal sont tirées de la base de données AMECO, consultable à l'adresse http://ec.europa.eu/economy_finance/ameco/user/serie/SelectSerie.cfm. La part du travail non ajustée de la Chine provient du Bureau national des statistiques de la Chine, Base de données statistiques, consultable à l'adresse <http://www.stats.gov.cn/tjsj/nds/2015/indexh.htm> (sélectionner ensuite 3-27 Flow of Funds Accounts (Physical Transaction, 2013)).

Part du travail (salaires) dans la richesse produite en France (en %)

<https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/part-du-travail-dans-la-valeur-ajoutee-un-diagnostic-difficile>



De plus, réformes régressives

- Délabrement des services publics

Santé, éducation

- Assurance chômage

- 2019-2021 : Durée de travail minimale : 4 à 6 mois dans les 24 derniers mois précédant la fin du dernier contrat

Nouvelles règles de calcul : revenu mensuel moyen intégrant les périodes de travail et d'inactivité ; dégressivité de 30 % au bout de 8 mois pour les hauts salaires

Unedic en excédent : 2,5 Mds en 2022, 3,1 en 2023, 4,2 en 2024 : un comble ! Allocation moyenne : 960€ ; ½ des chômeurs indemnisés

- 2022 : diminution de la durée d'indemnisation en fonction de la conjoncture (taux de chômage < 9 %)

- 14 % de la population en dessous du seuil de pauvreté (1132 €/mois personne seule) soit près de 10 millions

- Réforme du RSA 2023 ?

Conditionnement du versement à 15/20 heures travaillées par semaine

- Refus de taxer les super-profits

Dividendes versés par le CAC40 en 2022 : 80,1 Mds incluant 23,7 de rachats d'actions. En hausse de 23,9% par rapport à 2021

<https://www.latribune.fr/economie/france/les-actionnaires-du-cac-40-ont-beneficie-de-80-milliards-d-euros-en-dividendes-et-rachats-d-actions-en-2022-un-record-947115.html>.

JEAN-MARIE HARRIBEY

EN FINIR AVEC LE CAPITALOVIRUS

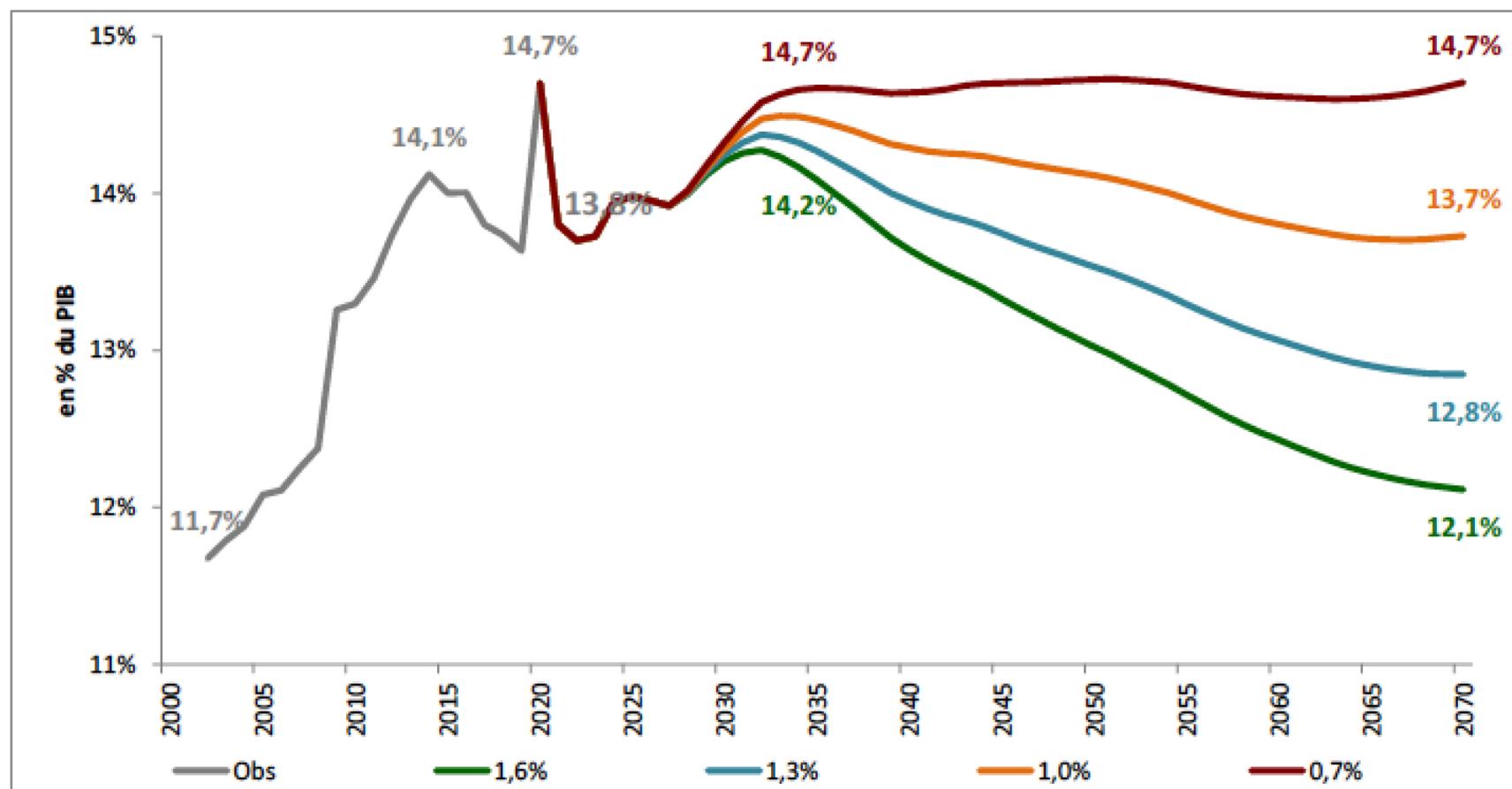


L'ALTERNATIVE
EST
POSSIBLE

DUNOD

Les pensions selon les scénarios de productivité du travail (COR, 2022)

Figure 2.1 - Dépenses du système de retraite en % du PIB observées et projetées



Note : données hors produits et charges financières, hors dotations et reprises sur provisions. À compter de 2020, les comptes de la CRPNPAC (régime complémentaire du personnel navigant de l'aviation civile), sont inclus.
Champ : ensemble des régimes de retraite français légalement obligatoires, y compris FSV, hors RAFP.
Sources : rapports à la CCSS 2002-2021 ; projections COR – septembre 2022.

Deux enseignements du graphique du COR

- Les experts ont intégré l'idée que la croissance économique forte a disparu à jamais ; le gouvernement aussi et en tire la conclusion qu'il faut baisser la part des pensions dans un PIB progressant désormais lentement, au prétexte que les besoins nouveaux abondent
- Pour le mouvement social, l'intégration de la transition écologique dans la question sociale impose de ne plus invoquer une augmentation forte de la productivité du travail pour financer la protection sociale. D'où le caractère crucial de faire bouger la répartition de la valeur ajoutée.

Les hypothèses peu mises en lumière

- **COR :**

- Le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital (salaires/profits) ne bougera jamais plus dans les 50 ans à venir
- La durée du travail ne baissera jamais plus (quid des inégalités des espérances de vie, de la crise écologique...?)
- Le taux d'emploi des femmes restera < de 8 points à celui des hommes
- Taux de chômage de 5 % en 2027, puis de 7 % en 2032 (engendrant la moitié du déficit prévu dans les années 2030) : Le COR ne croit même pas au diagnostic du gouvernement

- **Gouvernement : n'y croirait-il pas lui-même ?**

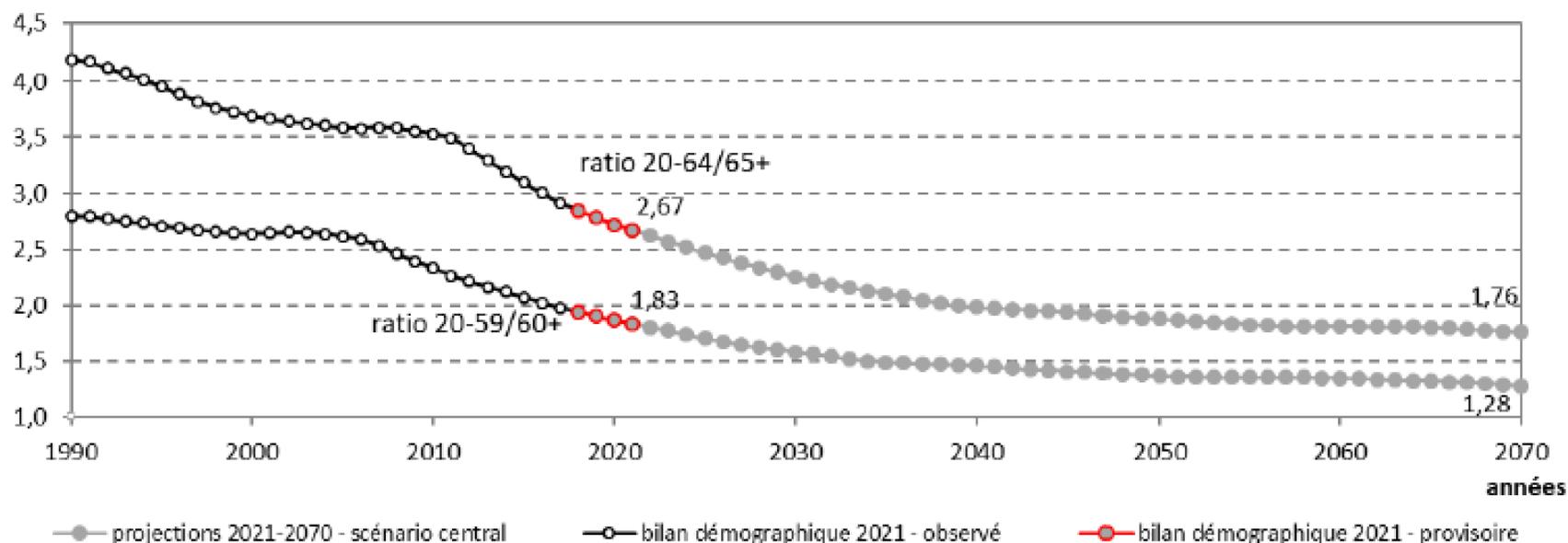
Programme de stabilité présenté par B. Le Maire (juillet 2022) : l'ensemble des dépenses publiques ne doit pas augmenter réellement de plus de 0,6 % par an. Or, sans réforme, la croissance spontanée de la masse des pensions croîtrait de 1,8 %. Comme il est prévu d'alléger les impôts de production des entreprises de 8 à 10 Mds/an, notamment par la suppression de la CVA (en plus de la baisse du taux de l'IS à 25 % et de la suppression de l'ISF), il faut « économiser » d'autant sur les retraites.

La réforme des retraites 2023

- Âge de la retraite : 64 ans en 2030 + allongement de la durée de cotisation : 43 ans
- Chômage = 7,4 % de la population active ; 3,185 millions en A ; 5,447 millions en A, B, C (hors Mayotte)
- Emploi des seniors ? Et les jeunes ?
- 57 % des personnes seulement passent directement de l'emploi à la retraite ; les autres connaissent au moins une année sans travail entre 50 et 67 ans (Drees, 2021) et 16% des plus de 53 ans ne sont ni en emploi ni en retraite → Sas de pauvreté (28,3% des + de 60 ans ni en emploi ni en retraite) → élargi
- Carrières longues : $18 + 43 = 61 + \dots 3$; $20 + 43 = 63 + \dots 1$
- Critères de pénibilité supprimés non rétablis : manipulation charges lourdes, postures pénibles, vibrations mécaniques, agents chimiques dangereux (les autres : travail posté, travail répétitif, travail répétitif, travail de nuit, bruit, température, pression)
- Pension minimale = 85 % du SMIC net pour les carrières complètes
- Haro sur les premiers de corvée : mauvaises conditions de travail + mauvais salaires + moindres pensions + moindre espérance de vie

La justification traditionnelle des réformes de retraites 1,7 cotisants pour 1 retraité → 1,3 en 2070 (COR, 2022)

Figure 1.10 - Rapports démographiques des populations de 20-59 ans (20-64 ans) rapportés aux 60 ans et plus (respectivement 65 ans et plus), observés puis projetés



Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013, France entière à partir de 2014.

Source : INSEE, estimations de population (provisaires pour 2019-2021) et projections de population 2021-2070.

Sources: Eurostat, taux de variation de l'indice des prix à la consommation harmonisé.

Qui a dit ?

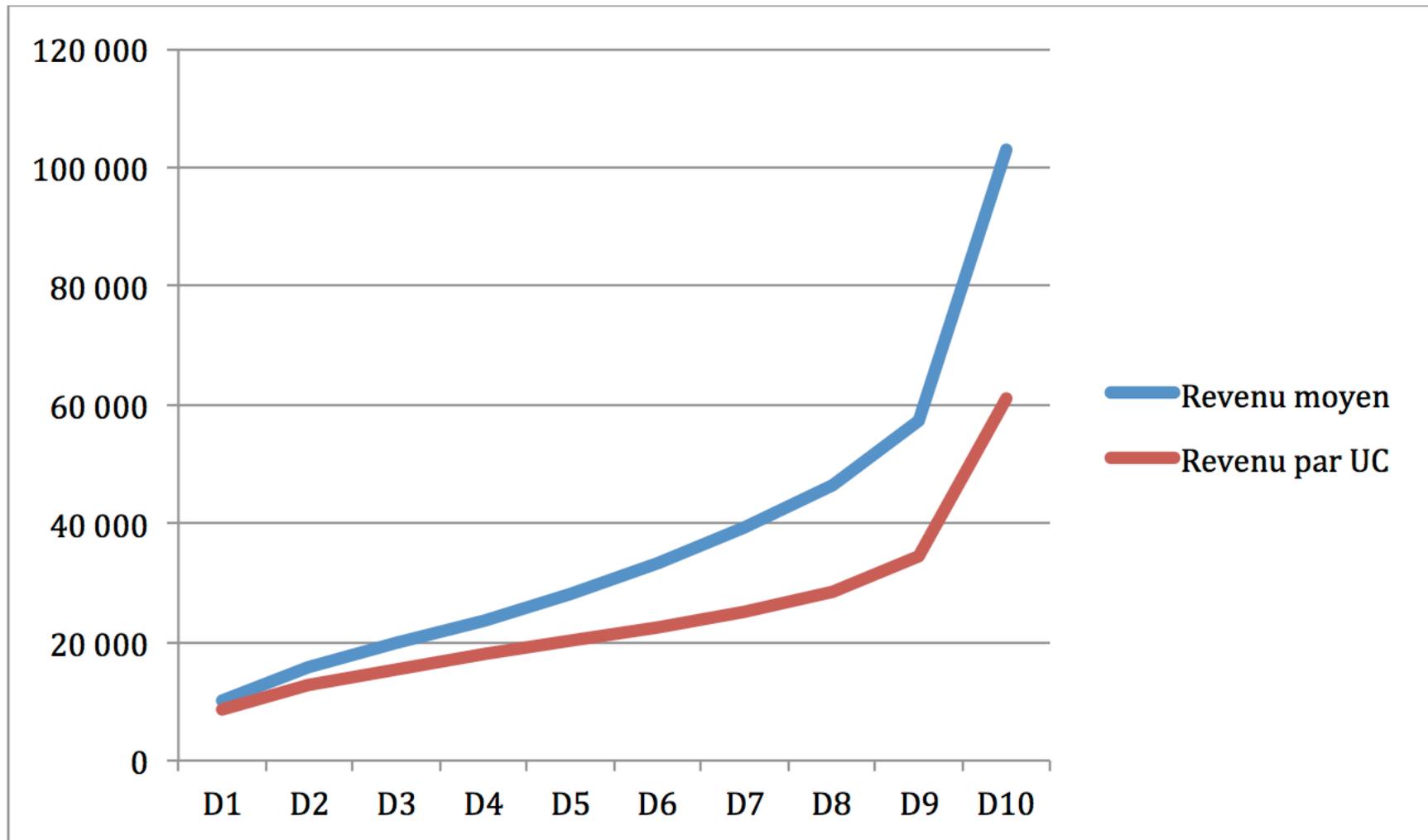
- *« Franchement, ce serait hypocrite de décaler l'âge de la retraite... Quand on est peu qualifié, quand on vit dans une région qui est en difficulté industrielle, quand on est soi-même en difficulté, quand on a une carrière fracturée, bon courage déjà pour arriver à 62 ans ! C'est ça la réalité de notre pays. On va vous dire : non, non, faut aller jusqu'à 64 ans ! Vous savez déjà plus comment faire à 55 ans ! Les gens vous disent : les emplois, ce n'est plus bon pour vous. C'est ça la réalité... Vous dire : mes bons amis, il faut travailler plus longtemps, c'est le délai légal, ce serait hypocrite ! ».*

Pour sortir du trou noir

- Réhabiliter le travail

- Sens du travail : produire quoi ?
- Retraites : dans le pire des cas, 1 point de % de cotisation pour couvrir une douzaine de milliards en 2030 (0,5 % du PIB 2005)
- Élargissement de l'assiette des cotisations
- Rompre avec la notion d'assurances contributives
- Modification de la répartition des revenus entre capital et travail, entre classes riches et pauvres
- Réduction des inégalités de revenus : 1 à 6, 1 à 5, 1 à 4 ?

Distribution des revenus disponibles moyens des ménages français en 2018



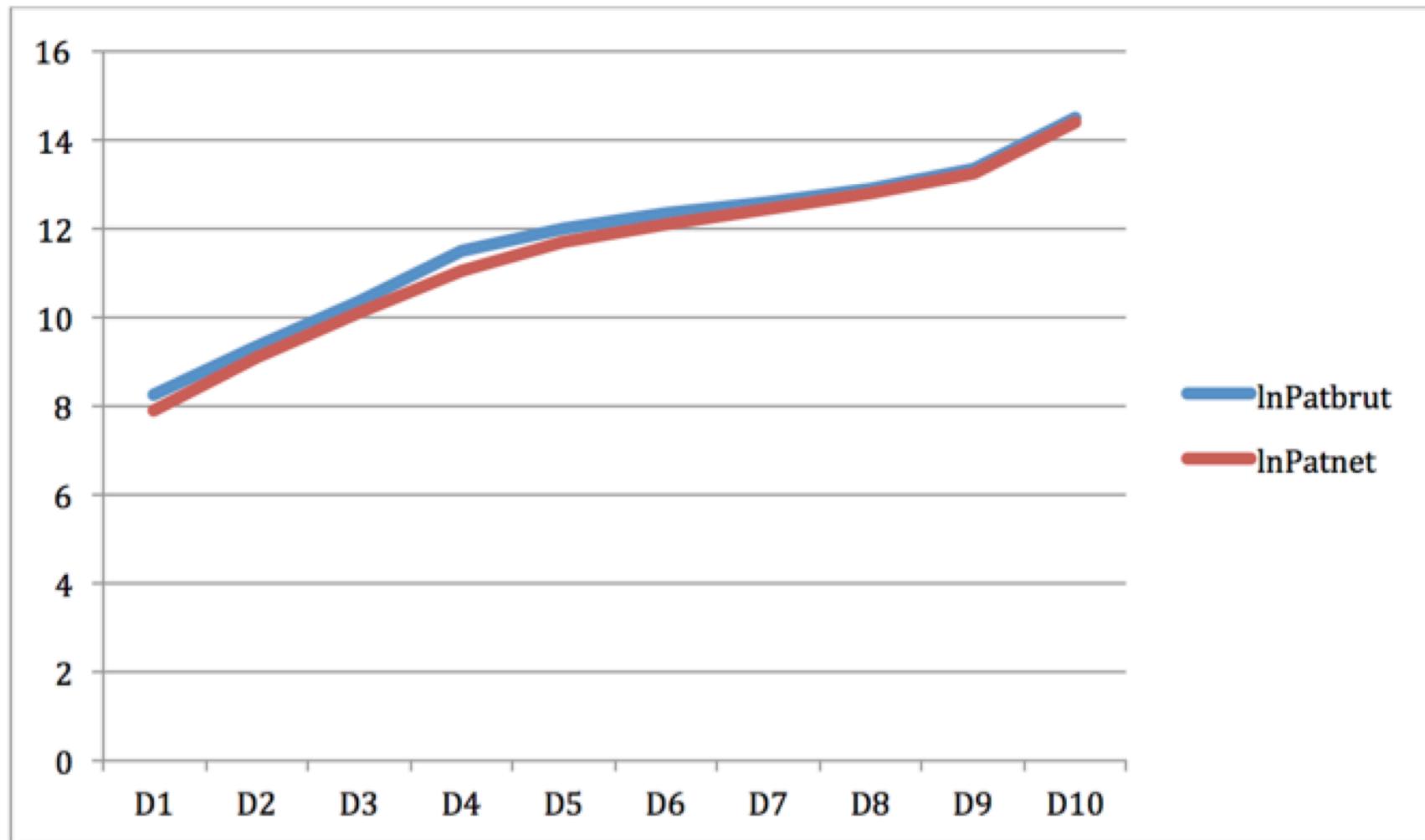
Graphique de JMH d'après les données de *Insee Références, édition 2021 - Fiches – Revenu*

Source : JMH, « Des retraites soutenables socialement et écologiquement »
<http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/retraites/retraites-soutenables-2023.pdf>

En réduisant l'échelle des inégalités par une linéarisation jusqu'au 10^e décile

Échelle	Niveau moyen	x fois revenu moyen D1	prélèvement moyen	prélèvement moyen x 3 x 10 ⁶	Total Prélèvements
1 à 4	102 880 57 230 45 450	40 120 40 120 40 120	62 760 17 110 6 330	188 280 51 330 18 890	258,600 mds
1 à 5	102 880 57 230	50 150 50 150	52 730 7 080	158 190 21 240	179,430 mds
1 à 6	102 880	60 180	42 700	128,100	128,100 mds

Croissance des patrimoines des ménages par déciles en 2018 (logarithmes népériens en ordonnées)



À partir des données de l'Insee, *Revenus et patrimoines des ménages*, Édition 2021, p. 171

Sur la RTT

Coefficient de corrélation linéaire entre la proportion de l'emploi à temps partiel et le taux de chômage est de $-0,86$

Proportion de l'emploi à temps partiel et taux de chômage en 2019 (en %)

	Allemagne	Autriche	Belgique	Danemark	Espagne	Finlande	France	Grèce	Italie	Irlande	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Suède	UE à 27	UEM	RU	Suisse
Emploi partiel E	25,9	25,7	24,5	20,9	14,2	13,8	17,3	9	18,7	18,1	16,5	46,8	7,9	20,9	17,8	20,9	23,9	39,1
Chômage C	3,2	4,5	5,4	5,0	14,1	6,7	8,5	17,3	10,0	5	5,6	3,4	6,5	6,8	6,5	7,3	3,8	3,9

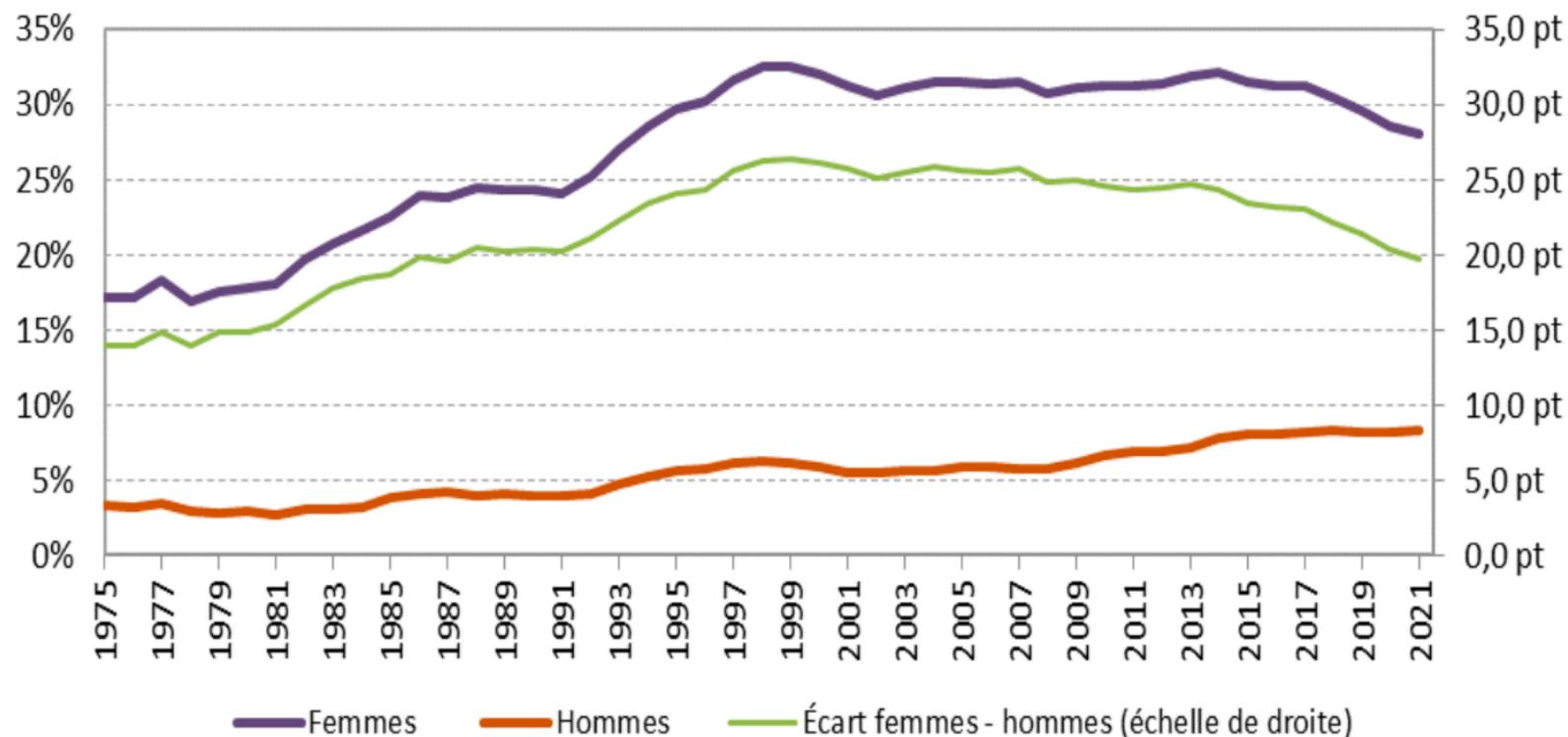
Eurostat, <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tesem100/default/table?lang=fr>
et <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tipsun20/default/table?lang=fr>.

Emploi = Production / (productivité horaire x durée du travail)

Au cours des XIX^e et XX^e siècles, en France, la production a été multipliée par environ 26, la productivité horaire du travail par 30, et le temps de travail individuel a été divisé par 2. Il en est résulté une augmentation de l'emploi de 73 %.

$$1,73 = 26 / (30 \times 05)$$

Figure 4.22 - Évolution de la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total des femmes et des hommes de 1975 à 2021



Note : données de 1975 à 2021, corrigées pour les ruptures de série.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans et plus.

Source : INSEE, enquêtes Emploi (calculs INSEE).

Pour sortir du trou noir

- **Instituer les communs**

Sortir les biens et services essentiels de la logique du profit : connaissances, ressources, eau, vaccins...

Restaurer les services publics en les sortant de la logique des privatisations : le travail y est productif

Les biens naturels ne sont pas naturellement communs, ils le deviennent par construction sociale

Leur valeur échappe au registre économique

Établir un « faisceau de droits » à leur sujet

Cadenas des droits de propriété intellectuelle (ADPIC de l'OMC)

Pour sortir du trou noir

- Socialiser la monnaie

- La monnaie est une institution sociale qui n'est pas réductible au capitalisme et à l'accumulation privée, ni même à son rôle dans les échanges marchands

- Le principe de la création monétaire qui anticipe la dynamique économique

- Maîtrise de la création monétaire nécessaire à l'investissement

- Banques centrales au service de la transition écologique : quelle politique monétaire ?

L'emprise des marchés financiers : obligation de financer les déficits publics par emprunts sur ces marchés. Le plan de relance européen : 750 Mds€ (390 +360) : toujours par emprunts sur les marchés financiers

Chamboulement de l'orthodoxie :

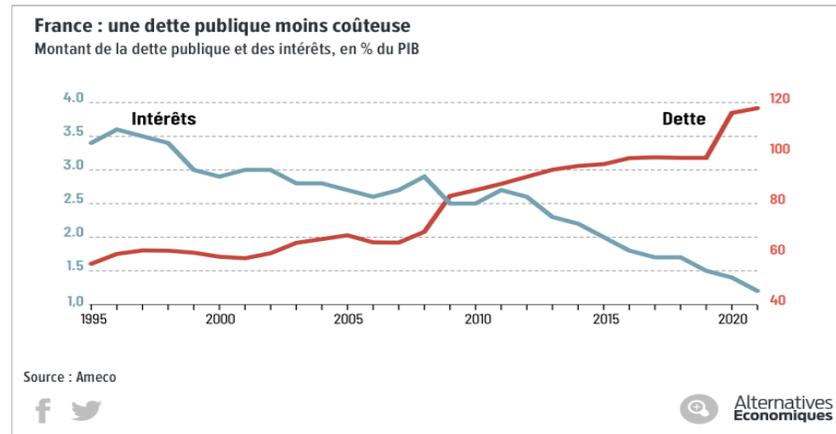
Financement monétaire par la BCE ?

Conditionnement du refinancement bancaire ?

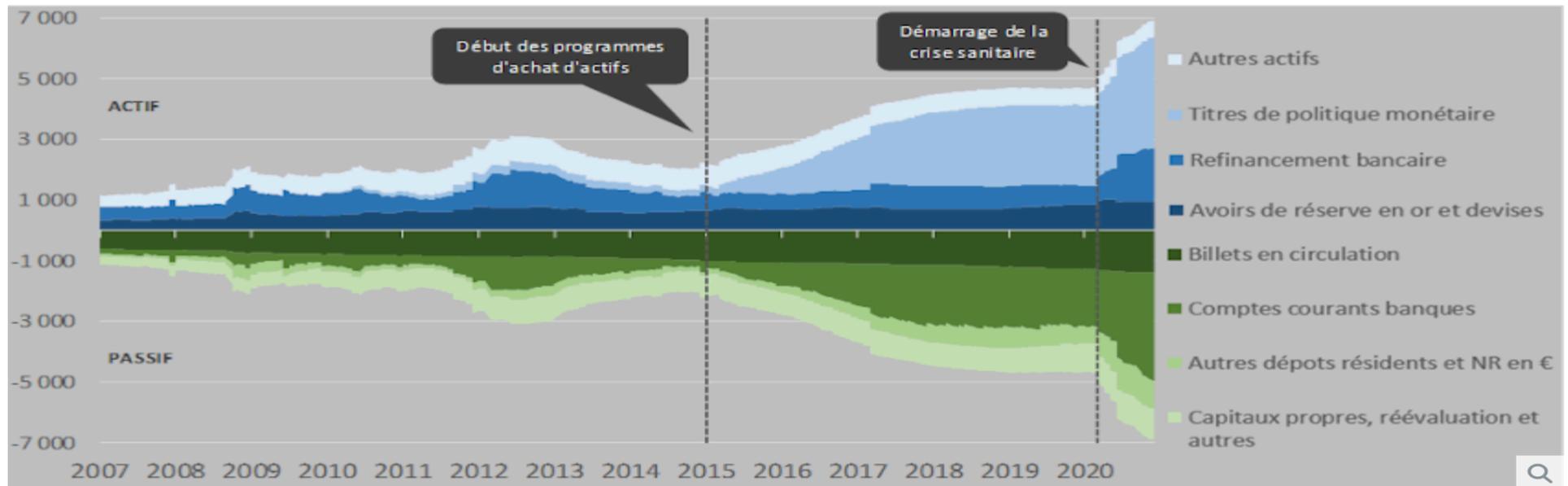
Annulation des dettes détenues par la BCE ?

La banque centrale face à l'endettement public

- Endettement public trop élevé ?

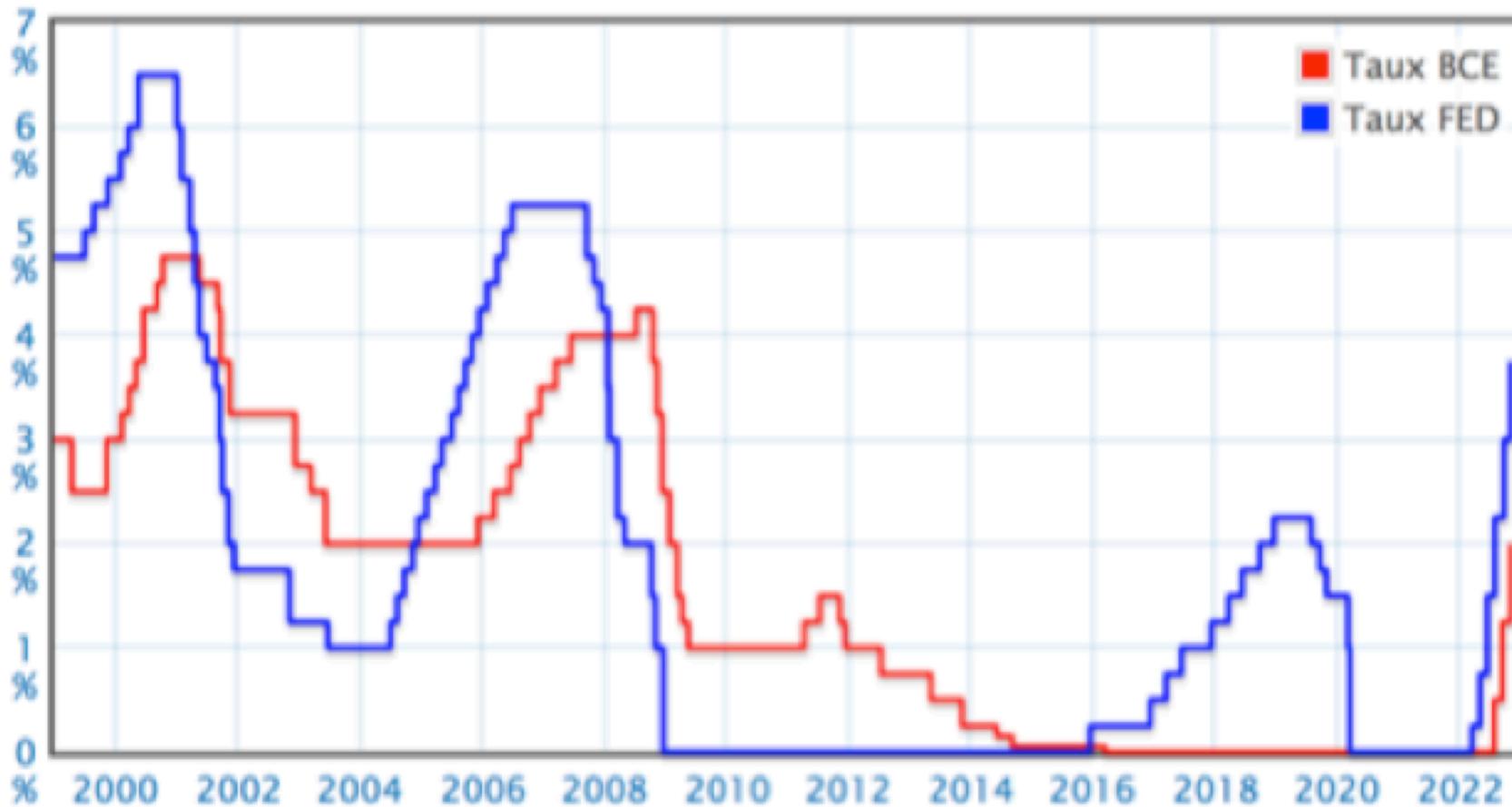


- Bilan de la BCE (E. Cerclé, H. Le Bihan et M. Monot, « Comprendre la croissance des bilans des banques centrales », *Blog-note Eco*, n° 209 , 2021)



Fin des politiques monétaires non conventionnelles ?

EVOLUTION TAUX DIRECTEURS BCE ET FED depuis Janvier 1999



Conclusion

- Face à une crise systémique du capitalisme
- L'ensemble des rapports sociaux à transformer
- Bifurcation du système productif
- Outils : fiscalité, investissements publics, maîtrise monétaire

- Hors de portée du citoyen ? Introduction de la démocratie dans toutes les sphères de la société, à commencer par l'entreprise, *a contrario* du pouvoir des actionnaires.

Jean-Marie Harribey
Pierre Khalfa
Jacques Rigaudiat

Quoi qu'il en coûte

Sortir la dette
des griffes
de la finance

PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

textuel

Fondation L'opernic



Annexes

Réformez, réformez, il en restera toujours quelque chose

Après le passage retraite à 65 ans à 60 ans (1982 : Mitterrand-Mauroy)

- 1987 (Seguin) : pensions du régime général indexées sur les prix et non plus sur le salaire moyen
- 1993 (Balladur) : régime général : salaires portés au compte et pensions indexés sur les prix ; passage de 37,5 ans de cotisation à 40 ans ; calcul sur les 25 meilleures années au lieu des 10 ; décote de 10 %
- 2003 (Fillon) : 40 ans pour les fonctionnaires ; prévoit 41 ans pour tous les régimes en 2012 ; pensions des fonctionnaires indexées sur les prix et non plus sur le point d'indice ; décote et surcote de 5 % pour tous ; exonérations fiscales pour les plans de retraite (Perp, Perco)
- 2008 : régimes spéciaux à 40 ans de cotisation
- 2009-2010 (Sarkozy-Woerth) : âge légal de la retraite à 62 ans en 2018 ; 41,5 ans de cotisation ; âge du taux plein de 65 à 67 ans ; restriction, des conditions pour carrières longues, baisse des majorations de durée d'assurance pour enfant (femmes pénalisées)
- 2013-2014-2015 (Hollande-Touraine) : durée de cotisation à 43 ans pour la génération née à partir de 1973 (un trimestre de plus tous les 3 ans entre 2020 et 2035) ; légère hausse des cotisations (+0,3 point jusqu'en 2017) ; compte personnel de pénibilité ; bonus-malus pour inciter les salariés ayant des retraites complémentaires ARRCO et AGIRC de reculer d'un an leur départ en retraite
- 2019, Agirc-Arrco : bonus-malus (dit coefficient de solidarité)
- 2019 (Macron) : réforme ratée des retraites par points prenant en compte toute la carrière (inspirée par Piketty et Bozio, justifiée a posteriori par Blanchard-Tirole) ; loi Pacte : avantages fiscaux pour l'épargne retraite

Qu'y a-t-il derrière les dépenses publiques ?

- Dépenses publiques selon la définition officielle : 1400 Mds
- Rapportées au PIB : $1400 / 2500 =$ équivalent de 56 % du PIB
- Or ce sont deux flux incommensurables car non homogènes : inclusion des consommations intermédiaires dans l'un (130 Mds) et pas dans l'autre (2 216 Mds). Selon qu'on enlèverait les CI des dépenses publiques, on aurait un ratio de 50,8 %, ou qu'on ajouterait les CI au PIB, on aurait un ratio de 29,7 %.
- Les transferts sociaux en monnaie et en nature (retraites, allocations ; santé...) représentent environ 650 Mds, mais représentent-ils une dépense de l'État ou bien une redistribution des revenus des ménages, l'État n'étant que le canal par lequel se fait cette redistribution ?
- Donc les dépenses publiques ne sont pas une « part » du PIB
- Les dépenses publiques sont une demande adressée au secteur marchand
- Comparaisons internationales impossibles à cause du périmètre définissant les dépenses publiques qui est différent

Le PIB français en 2021 (milliards d' €)

Production	4388
- Consommations intermédiaires	- 2216
= Valeur ajoutée brute	2172
+ Impôts indirects (TVA, taxes sur les produits pétroliers, les tabacs, les alcools)	421
- Subventions	- 92
= PIB (PIB marchand + PIB non marchand)	2501
- Amortissements des équipements (CCF)	- 483
= PIN = Salaires + Profits nets avant impôts (1284 + 734)	2018
+ Revenus nets reçus du reste du monde	39
= PNN ou RNN	2057

Le dilemme pour la neutralité carbone à l'échelle mondiale

Variation de la production par an	-1,75 %	0 %	+1%
Variation de l'intensité de la production en CO ₂ par an	-1,5 %	-3,2 %	-4,2 %

Réduction de 65 % des GES en 2050 (dans 28 ans) : x 0,35

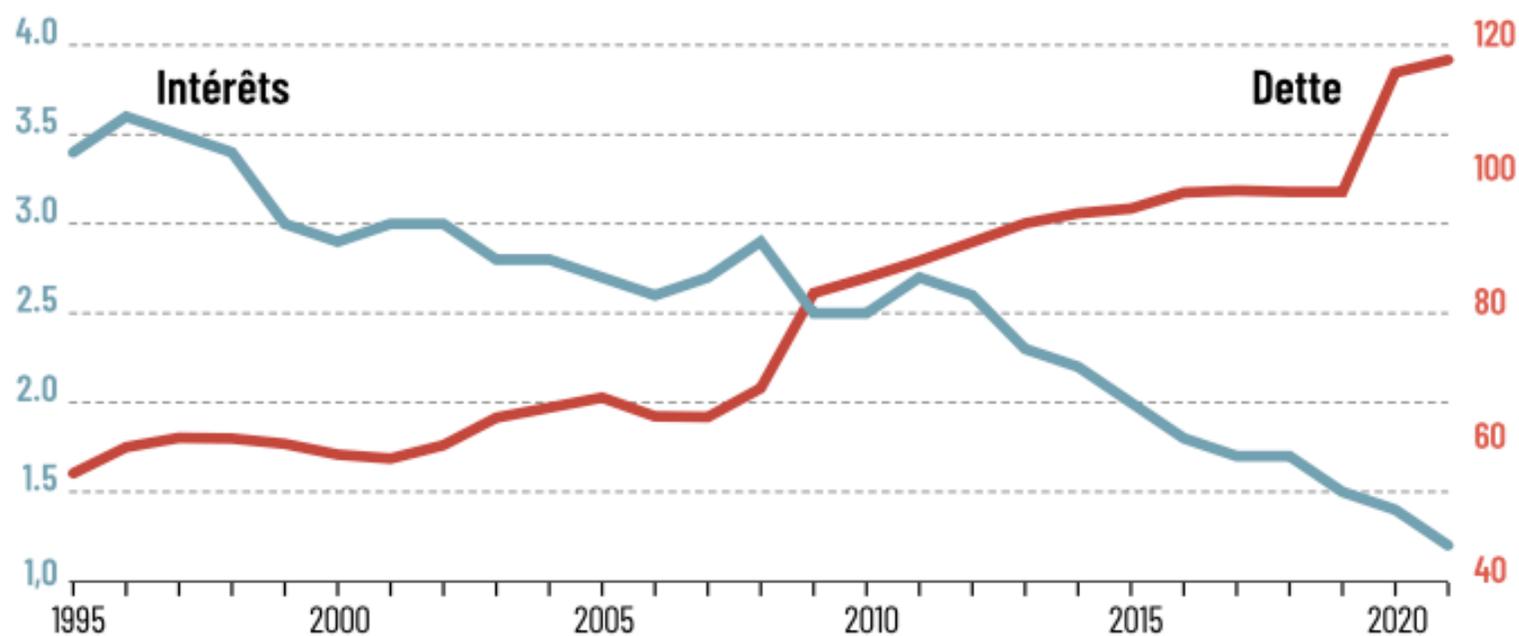
Réduction de l'intensité en CO₂ de la production : -1,5 % par an \Rightarrow x 0,655

Réduction de la production de $0,35/0,655 = 0,534 \Rightarrow -46,6 \% \Rightarrow -2,2 \%$ par an

Endettement public et charges d'intérêt

France : une dette publique moins coûteuse

Montant de la dette publique et des intérêts, en % du PIB

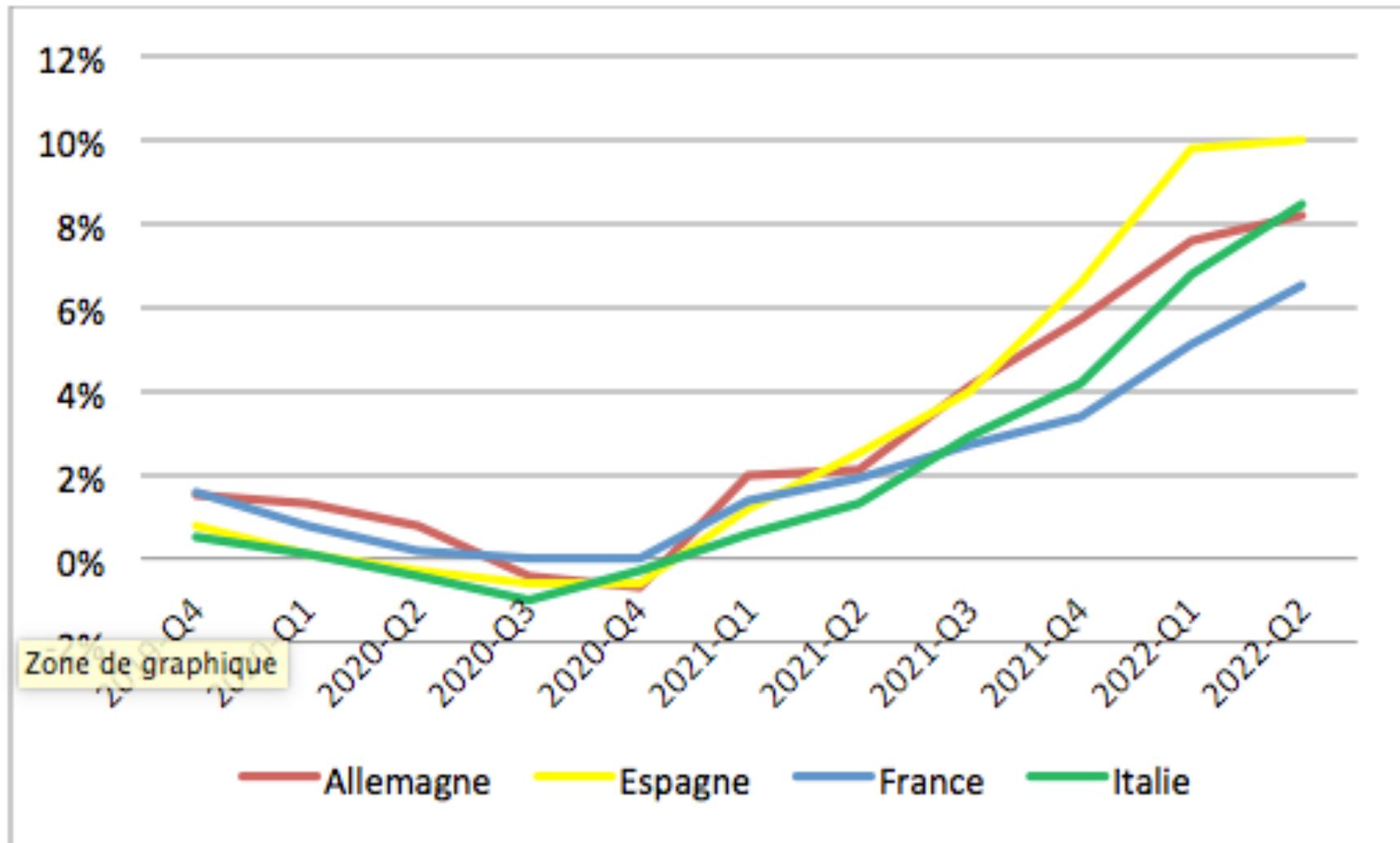


Source : Ameco



Alternatives
Economiques

Taux d'inflation dans les grandes économies de l'UE



[Sources: Eurostat, taux de variation de l'indice des prix à la consommation harmonisé.]